

**Rhétorique du complot et représentation judiciaire dans les récits
historiques de l'Italie contemporaine
Paolo Persichetti**

Le thème de la conspiration domine la littérature historique de l'Italie récente. La période républicaine est représentée dans la plupart des cas comme un continuum criminel, un trajet mêlé de mystères et secrets, régi par l'action illégale et connivente des hiérarchies atlantistes avec certains groupes dominants et des élites politiques.

A partir des années 70 des expressions comme "pouvoir invisible", pouvoirs occultes", "Etat dans l'Etat", "Etat parallèle", sont rentrées dans le lexique courant et dans le sens commun. A plusieurs reprises Norberto Bobbio a évoqué l'action de ces "pouvoirs invisibles" (mafia, camorra, loges maçonniques indépendantes, fractions incontrôlées des services secrets), pour trouver une explication aux événements qui ont traversé l'Italie[1]. Toutes ces expressions ont depuis trouvé une synthèse dans une nouvelle formule: celle de "double Etat"[2].

Ainsi racontée, l'histoire est devenue un récit de crimes[3]. Son explication suit le mode judiciaire, ses sources s'inspirent des enquêtes de police et des arrêts de justice. Le fait social est réduit à un événement délictueux classé parmi les infractions à la loi. La recherche historique ne s'appuie plus sur les outils fournis par les sciences sociales, elle se fait récit de prétoire, ragot de tribunal. Le *paradigme pénal* devient sa nouvelle clef de lecture. L'ordre étatique, la norme dominante, la légalité courante, sont la trame d'un récit nourri de mystères qui relate ses violations et insoumissions. Les faits sociaux existent en tant qu'infractions du code pénal, les comportements humains intéressent seulement comme agissements déviants. L'histoire se soumet à la loi. Le récit devient un procès verbal. L'historien se déguise en gendarme, ne recherche pas des preuves mais des fautes et puis s'entoure de la robe de magistrat pour les juger. Selon cette reconstruction, l'histoire de l'Italie de l'après-guerre est interprétée comme la trame d'un "double Etat": l'un corrompu et aux ramifications occultes, qui aurait, par des manœuvres criminelles, détenu le pouvoir pendant ce qu'on appelle aujourd'hui la "première république", c'est-à-dire la période qui va de 1946 à 1996; l'autre loyal et qui aurait servi de rempart à l'illégalité atavique des classes dominantes.

Cette forme de récit cache par ailleurs un enjeu: l'affirmation de la légitimité par le biais du monopole historique de la légalité. Une opération culturelle permettant, notamment à la gauche modérée issue de l'ancien parti communiste, une formidable réadaptation du regard sur son propre passé tout à fait compatible avec le nouvel "ordre mondial" consécutif à la chute du mur de Berlin. Un exemple de cette conception de l'histoire, nous est donné par Luciano Violante[4], ex-magistrat, ex-président de la chambre des députés, actuellement président du groupe parlementaire des Démocrates de gauches à la Chambre, responsable de plusieurs éditions des annales Einaudi sur l'histoire de l'Italie récente, mais surtout véritable courroie de transmission avec le monde judiciaire et éminence grise du système de l'urgence en Italie: *"L'assassinat d'hommes d'Etat a constitué, traditionnellement, un chapitre de la théorie du tyrannicide: l'élimination physique du tyran comme geste désespéré et extrême contre celui qui avait effacé tout droit et liberté. Mais depuis la deuxième guerre mondiale cette interprétation se montre sans fondement. Les hommes d'Etat tués dans les pays développés après 1945 n'étaient pas des tyrans, au contraire ils avaient caractérisé leurs activités par un fort engagement démocratique et ils ont été tués à cause de cela. C'est le cas de Kennedy, de Allende, de Palme et aussi celui de Aldo Moro. Il serait banal de conclure que le pouvoir est devenu "bon" et la société "méchante". Il est vrai, par contre, que les rapports entre société et Etats sont aujourd'hui plus complexes que ceux d'hier car ils sont devenus multiformes, à plusieurs facettes, avec des zones obscures. La société n'est plus le lieu exclusif où prédomine le bien et l'Etat n'est plus le lieu exclusif où prédomine l'abus. L'avancée démocratique qui a accompagné les quarante dernières années n'a pas été*

toujours acceptée par tous. [...] La démocratie dans ses lignes de fond est acceptée; mais parfois son développement est considéré comme intolérable. [...] Norberto Bobbio a parlé de conjuration pour identifier une catégorie historico-politique capable d'expliquer tout cela. Ce n'est pas rien. Parce que cela signifie qu'il y a des conjurés, qu'il y a une démocratie contre laquelle on conspire et qu'il y a des intérêts en vue desquelles on conjure"[5].

Une des conséquences importantes de cette lecture de l'histoire est la construction du théorème du "grand complot contre la démocratie" à travers l'usage du paradigme de la conspiration. Cette mode culturelle a donné vie à une nouvelle discipline: la "rétrologie", en italien *dietrologia*, du mot *dietro* (derrière). L'écrivain Antonio Tabucchi, dans une lettre ouverte au président de la république italienne Ciampi, parue dans *Le Monde* du 19 avril 2001, a proposé une analyse "des institutions et des gouvernements qui dirigent et ont dirigé le peuple italien" qui se présente comme une véritable *summa* journalistique de cette *vulgata*: *"A cinquante-cinq ans de distance, on pourrait dire que l'Italie est une république fondée sur les massacres. Le premier est celui de Portella delle Ginestre[6], en 1947, commis par le bandit Giuliano, qui défendait les*

intérêts réactionnaires des grands propriétaires fonciers et des séparatistes siciliens [...] Je passe, par souci de brièveté, sur certaines "anomalies" préoccupantes survenues entre-temps, telles que des tentatives de coups d'Etat éventées (ou révélées) non pas par les institutions mais par de courageux journalistes, pour en arriver à un massacre qui marque le début d'une série de turpitudes commises sur le dos des Italiens: celui produit par la bombe de la Banca de l'Agricoltura de Milan, le 12 décembre 1969 [...] La suite est une litanie que nous connaissons tous: massacre de piazza della Loggia à Brescia; bombes sur le train Italicus; massacre de la gare de Bologne; massacre d'Ustica. Ou encore: obscure mort d'Enrico Mattei; enlèvement et assassinat d'Aldo Moro; Gladio; loge secrète P2; krach du Banco Ambrosiano et assassinat de l'avocat Ambrosoli; empoisonnement de Sindona; massacres de Capaci et via D'Amelio: Falcone et Borsellino; corruption privée et publique: Tangentopoli, c'est-à-dire les pots-de-vin généralisés".

Chercher non pas un éventuel sens caché des choses mais le présumé marionnettiste qui fait bouger les choses est le motif obsessionnel de cette pratique très répandue dans les milieux intellectuels. Voilà que l'histoire devient un mobile bon pour toute astrologie de l'occulte. Dans cette dérive il y a toute la différence qui existe entre *faire de la critique* et *défaire toute critique*. La vérité se résume ainsi en une simple question de volonté qui est toujours entravée par l'éternelle lutte du mal contre le bien.

Des juges historiens

Ce retour en force de l'histoire événementielle à caractère politico-criminel s'explique aussi par l'entrée en scène de nouveaux acteurs dans le récit historique. La segmentation des savoirs et la multiplication des disciplines universitaires ont élargi l'éventail des matières qui ont une relation forte avec l'histoire du temps présent. Dans ce Babel de récits la spécificité italienne réside dans la quasi-monopolisation de la production du discours historique par une catégorie très spécifique de l'appareil d'Etat. A partir des années 70 et davantage encore au cours de décennies suivantes, les récits de "l'histoire actuelle" ont vu émerger, à côté de l'historien "classique", la figure centrale du juge, dont les rôles respectifs tendent à se confondre de plus en plus. Cette course à la judiciarisation des sciences sociales est la dernière étape d'une judiciarisation plus globale de l'espace public qui traverse les sociétés actuelles. Des historiens sont recrutés comme consultants rétribués par les juridictions ou bien ils sont convoqués à la barre pour fournir des expertises et des témoignages sous serment. Inversement, l'arbitrage des juges s'accroît dans les controverses historiographiques (négationnisme, révisionnisme, crimes contre l'humanité, etc.) à tel point que l'écriture et la réécriture de l'histoire se retrouvent souvent confiées aux sentences de l'autorité judiciaire.

C'est la magistrature qui a écrit le plus grand nombre de pages de l'histoire contemporaine de l'Italie: indirectement, par le biais de ses instructions et sentences; directement, par les nombreuses publications, livres, articles, entrevues de ses membres. Cette place centrale conquise dans le fonctionnement social a permis à la magistrature de promouvoir un nouveau "sens commun" et de contribuer à la production d'une philosophie publique, d'un nouvel ordre moral, mais aussi, par une narration historique jalonnée des *totems* et des *tabous*, de mythes fondateurs et de comportements diabolisés. Elle nous a habitué à distinguer une histoire sacralisée d'une autre stigmatisée.

D'autres acteurs sont venus porter leur aide aux historiens parés de la toge, des "grandes plumes" du journalisme (Eugenio Scalfari Giorgio Bocca, pour en citer quelques-uns) et des hommes politiques, par le biais de commissions d'enquête parlementaires créées pour faire de la lumière sur les "pages obscures" de l'histoire récente du pays. On peut évoquer notamment la "commission d'enquête sur la mafia", renouvelée automatiquement à chaque législature depuis les années 60; la "commission d'enquête sur l'affaire Moro", active durant les années 80, remplacée ensuite par la "commission d'enquête sur les massacres (attentat à la bombe ndr) et le terrorisme". Cette dernière, également reconduite par plusieurs législatures. Ces commissions, instaurées parfois pour régler des équilibres politiques institutionnels, au moment où la méthode *consociative* était à son apogée, s'apparentent à de grosses machineries dotées d'un budget conséquent, de pouvoirs d'instruction empruntés à l'autorité judiciaire. Leurs travaux sont très suivis par la presse, notamment au moment des convocations de témoins. Certains journalistes sont devenus des permanents de leurs antichambres jusqu'à nouer des relations de collusion idéologique et de collaboration concrète avec ses structures, à tel point que ces commissions travaillent en réalité comme de véritables agences de presse. Il est très fréquent de voir ces journalistes sortir des entretiens très complices avec des membres de ces commissions.

Ces commissions ont produit durant leur existence une documentation pléthorique. Elles se sont dotées d'une panoplie de consultants à temps plein: magistrats, historiens, criminologues, journalistes improvisés détectives, linguistes, payés pour rendre leurs expertises et évaluations. Cette circonstance est plus que suffisante pour soulever, à elle seule, de sérieux doutes sur la valeur d'un travail miné par la nature de la

relation entretenue avec le pouvoir politique commanditaire des travaux.

En France, quand au moment des procès Touvier et Papon, ou bien à l'occasion des procès pour crimes contre l'humanité menés par des juridictions internationales, des historiens ont accepté de témoigner à la barre sous serment en tant qu'historiens, ayant un discours d'experts impartiaux sur l'époque où s'étaient déroulés les faits contestés en justice, il y a eu beaucoup de discussions et de critiques. Un débat important s'est ouvert et des livres ont été publiés[7]. En Italie, le silence à ce propos est assourdissant. On assiste à une véritable histoire de régime écrite au gré de la couleur des majorités parlementaires. Les relations conclusives, c'est-à-dire la vérité politique, autrefois appelée raison d'Etat, censée être la vérité historique, est le résultat de longues tractations où les mots sont mesurés, pesés, amendés et votés. L'histoire n'est plus un travail de recherche mais le résultat d'une délibération qui statue sur le vrai et le faux, ce qui s'est passé et ce qui ne doit pas s'être passé. C'est une parodie de l'histoire démocratique, comme nous l'explique une certaine philosophie à la mode, on pourrait parler "d'histoire communicationnelle". Les historiens de profession ont suivi les mises en forme produites par d'autres acteurs, introduisant parfois quelques précautions sémantiques et ajustements ici ou là, sans véritablement toucher à la structure de ces récits. L'historien s'est transformé en écrivain public de l'histoire officielle inspirée par les majorités parlementaires. Le récit du passé est plongé dans la *misère de l'histoire*.

Conventio ad excludendum

Helmut Sonnenfeldt, politologue nord-américain aux positions conservatrices, conseiller pour les affaires européennes à la Maison-Blanche et au Département d'Etat, avait élaboré durant les années 70, une doctrine qui envisageait le verrouillage du système politique italien de façon à isoler et empêcher le PCI d'accéder au gouvernement. Ceci à travers l'organisation d'un "pacte pour l'exclusion" conclu entre toutes les autres forces politiques.

Cette stratégie à caractère institutionnel est la dernière version d'une longue panoplie de politiques visant, dans le contexte géopolitique de la guerre froide, à contenir, repousser et si possible empêcher l'arrivée au pouvoir des partis communistes en Occident. Elle a donné lieu à un florilège d'hypothèses, de suppositions et de conjectures, qui expliquaient les difficultés et les obstacles rencontrés par le PCI dans la tentative d'arriver au gouvernement par son existence. Les erreurs, l'émergence de formations rivales dans le même espace politique et social, les coups adversaires et les adversités, étaient le résultat de l'action souterraine des trames du "parti américain", selon une raison typiquement mono causale.

Dans un essai sur la "Lutte armée et le système politique", Giorgio Galli, professeur de science politique à l'université *Statale* de Milan, est un des premiers observateurs à évoquer l'explication des événements socio-politiques de l'Italie contemporaine par la manipulation et l'instrumentalisation de forces étrangères. La thèse soutenue par Galli est nuancée et accompagnée d'un solide argumentaire qui s'inscrit dans le droit-fil d'une réflexion qui tient de la philosophie politique. Il s'agit d'une démonstration intelligente de l'usage possible du paradigme du complot, qui témoigne de l'ancrage en profondeur de cette théorie dans les milieux scientifiquement les plus préparés et qui peuvent lui apporter un niveau d'élaboration de qualité. Selon Galli, la règle de l'alternance périodique au gouvernement, c'est-à-dire le passage dans l'opposition d'une des élites organisées en parti, appartient à la logique du bon fonctionnement physiologique de la démocratie représentative. Le renouvellement et l'alternance des élites favorisent la paix civile et réduisent les tensions, ce qui empêche le déclenchement de la guerre civile. Or la longue absence de cette alternance, caractéristique du blocage du système politique italien durant plus de 40 ans (défini alternativement comme "bipartisme imparfait", "pluralisme polarisé", "pluralisme centripète", "fractionnisme hétéro-dirigé"), aurait empêché "le système de démocratie représentative d'évoluer pour assurer le contrôle des tensions selon le modèle occidental. Il s'ensuit une exaspération des tensions dans les formes de la lutte armée"[8]. Raison qui – toujours selon Galli – "permet partiellement, en ce qui concerne la lutte armée en Italie, d'avoir recours aux catégories d'analyse du terrorisme comme phénomène international". Au contraire, la lutte armée est interprétée comme le prix payé par un système politique incapable de fonctionner selon les règles qu'il s'est lui-même donné.

Mais cette interprétation, qui voit une fonctionnalité diminuée du système dans l'augmentation des tensions et l'absence d'alternance au gouvernement, et, donc, un surgissement subversif, n'apporte aucune réponse satisfaisante pour expliquer l'explosion de la lutte armée seulement dans les années 70 et pas avant, car le "bipartisme imparfait" existait depuis 1948. Giorgio Galli propose, alors, la thèse de *l'instrumentalisation* de la subversion armée animée par certains secteurs de l'Etat, dans le but de perpétuer ce que Norberto Bobbio a appelé *conventio ad excludendum* (le principe selon lequel le PCI ne pouvait pas arriver au gouvernement) au moment même où cet obstacle *extra jure* était en train de se vider de l'intérieur (comme le laissait penser

l'avancée électorale du PCI entre 1974-76, ainsi que son nouveau positionnement international, comportant l'acceptation de l'OTAN, pendant la campagne électorale de 1976)[9]. Une attitude essentielle de "tolérance et connivence" aurait avantagé, favorisé et accru la "liberté de mouvement", le développement de la subversion armée de gauche qui, bien que jouissant d'une "implantation sociale partielle", aurait pu être facilement enrayerée.

Le double Etat

L'historien Franco De Felice avec son essai intitulé "Double loyauté et double Etat", paru en 1989 dans *Studi storici* (la revue de l'Institut Gramsci), est à l'origine du succès de la formule "double Etat", une catégorie qui a donné un semblant conceptuel à toute la successive littérature du complot. En réalité, l'approche de Franco De Felice garde une certaine mesure et des précautions qui n'ont pas laissé de trace chez ses disciples. D'abord il a repris cette formule d'une définition qu'Ernest Fraenkel avait utilisée pour l'Allemagne nazie. Ensuite, il développe une analyse des contraintes internationales, dérivées de la politique de puissance et des systèmes d'alliance, conduisant les groupes dirigeants nationaux (au gouvernement comme à l'opposition) vers des comportements parfois en contradiction avec les intérêts de leurs pays et systèmes institutionnels légitimes. En substance, la fidélité géopolitique, l'allégeance envers un bloc, la légitimité idéologique, priment sur la légalité interne et la fidélité à l'Etat national. Cependant, il prend des précautions contre le risque de simplification de son discours. Il se démarque de ceux qui veulent: "comprendre à l'intérieur d'un même dénominateur des phénomènes très différents [...] dévalorisant le caractère procédural et expérimental, contradictoire et concurrentiel, convulsif et aussi artificiel, offert par le développement d'éléments de double Etat et de leur capacité d'avoir une incidence"[10]. Or la prudence affichée par Franco De Felice repose davantage sur un escamotage linguistique, un habillage mesuré de la phrase, le choix d'un argumentaire érudit et sobre, que sur une réserve méthodologique réelle. Introduire une notion comme celle de "double Etat", en 1989, a eu l'inévitable effet de greffer, sur trente ans de littérature du complot, la catégorie conceptuelle qui lui manquait. Ce n'est pas par hasard si le thème de la "double loyauté" (gênant pour la culture rétrospective de la gauche issue du PCI) s'est effacé derrière la notion de "double Etat". Un Etat dans l'Etat, un Etat légal et un Etat illégal, un Etat fidèle contre un Etat infidèle: quoi de mieux pour le discours d'une force politique qui, ayant souffert d'une délégitimation originaire, pouvait enfin se légitimer comme l'expression historique de l'Etat et de surcroît de l'Etat honnête et légal contre l'autre Etat, corrompu, criminel, illégal et, donc, illégitime?

Le *mobile* existait déjà: empêcher la maturation démocratique de l'Italie, où, par "maturation", il fallait entendre l'accès des hommes de l'ex-PCI au gouvernement. Maintenant on pouvait désigner aussi le *coupable*. Le seul responsable se résumait dans une catégorie unique, *l'Etat parallèle*[11] et ses agissements, dans lequel on peut tout insérer: ennemis, adversaires et adversités, difficultés, incapacités et contrecoups des virages politiques, mafia, P2, terrorisme et subversion, tentatives de coups d'Etat, corruption, etc. Bien sûr, la chute du mur de Berlin a nécessité une réorientation idéologique: le capitalisme n'étant plus un système en discussion, l'ancienne critique s'est mué en lutte contre les éthiques illégales de la capitalisation; la contradiction capital-travail étant "désuète" la lutte de classe s'est transformée en chasse à tout ce qui est censé perturber la paix de la société civile, ses fantasmes et ses troubles anxieux. De nouvelles "classes dangereuses" ont été désignées: terroristes, criminels, mafieux, corrompus...

La stratégie de la tension: un mythe fondateur

Aldo Moro (homme d'Etat italien enlevé puis tué par les BR en 1978, lorsqu'il était président de la DC) était connu pour avoir un langage elliptique. Il forgeait des expressions très imagées et de grand succès. Professeur de droit constitutionnel, fin juriste, il n'avait pas hésité à se plonger dans les sciences mathématiques, d'où il avait sorti une formule révolutionnaire qui bouleversait la géométrie plane: "la convergence des lignes droites parallèles". Métaphore antieuclidienne conçue pour désigner le rapprochement sur la scène politique italienne des catholiques et des communistes, de la DC et du PCI. Un des préalables à cette convergence était ce qu'il appela par une autre formule, "la stratégie de l'attention". Un étudiant, Mario Capanna, brillant latiniste à l'université catholique, devenu un des tribuns les plus écoutés pendant 68 à l'université Statale de Milan, détourna dans un discours cette expression en "stratégie de la tension" pour désigner l'attentat à la bombe du 12 décembre 1969 qui provoqua 16 morts et 88 blessés. Une des plus grandes légendes de l'histoire contemporaine italienne, un des mythes fondateurs de l'univers symbolique de la gauche en Italie, venait de naître. Il n'y a pas d'autre manière de définir la façon dont l'histoire de la décennie 70 s'est faite "mémoire", pour se délayer dans une représentation victimaire de la trajectoire politique de la gauche durant les trente dernières années.

Nicola Tranfaglia, dans un essai intitulé "Un capitolo del "doppio Stato La stagione delle stragi e dei terrorismi, 1969-84" (Un chapitre du "double Etat". La saison des massacres et des terrorismes, 1969-84)[12], donne un exemple flagrant de cette historiographie. D'abord il utilise comme source principale de

son discours la *Proposition de relation finale* avancée, en 1995, par le sénateur Giovanni Pellegrino, président depuis 1994 de la commission parlementaire sur les massacres et le terrorisme. Un texte qui, d'ailleurs, n'aboutira pas en commission et sur lequel, comme l'on verra plus loin, son auteur se rétractera en grande partie[13]. Cet exemple montre clairement comment le discours historique, plutôt que se fonder sur un travail autonome de l'historien sur des sources directes, se structure en réalité par un enchaînement de *de relato* reprenant des synthèses historico-politiques déjà élaborées dans un contexte n'obéissant pas aux critères requis par la recherche historique. En effet, le travail d'historien est ici conçu comme une activité de divulgation et vulgarisation d'enquêtes parlementaires qui n'ont même pas obtenu le vote majoritaire de ses membres.

Tranfaglia fait un usage désinvolte de la catégorie de double Etat. De cette façon, les quinze années qui vont de 1969 à 1984 deviennent le théâtre où se déroule un projet cohérent de conjuration mené par des hiérarchies atlantistes et des secteurs de la classe dirigeante nationale pour arrêter l'avancée électorale du PCI et renforcer les équilibres modérés de l'Italie, à travers un dosage habile des deux terrorismes de couleur opposée (la théorie des "opposti estremismi"). Dans un article du journal *La Repubblica* (un des organes de la culture rétrologique) Tranfaglia résumait ainsi la thèse de "l'hétérodirection": *"Il faut désormais faire l'hypothèse qu'à cette occasion [l'affaire Moro ndr], encore mieux, dans tout le cycle des attentats à la bombe et des terrorismes, il y a eu des régies occultes qui, après avoir utilisé pendant longtemps le terrorisme noir avec la préparation de tentatives de coups d'Etat ayant pour but d'intimider, ont ensuite retourné leurs efforts vers un autre terrorisme de couleur opposée (et auquel participèrent plusieurs centaines de jeunes restés complètement dans l'ignorance de cette manipulation). Ces régies occultes ont suscité, puis évité d'entraver, en substance instrumentalisée (à travers les infiltrations aux sommets) ce nouveau terrorisme afin de mettre un terme au compromis historique et permettre une stabilisation modérée et anticommuniste de l'horizon politique italien. L'affaire Moro est au centre de ce projet et montre la contemporanéité de ces deux régies à l'intérieur du terrorisme rouge: d'une part, ceux qui choisirent la violence contre l'Etat; d'autre part, ceux qui portèrent à terme, probablement de façon consciente, le plan des élites institutionnelles qui voulaient arrêter Moro et avec lui la présence du PCI dans la majorité parlementaire. Les documents recueillis par la commission parlementaire sur les massacres confirment en grande partie cette interprétation, en montrant l'implication d'hommes politiques et des services secrets italiens et américains."*[14]

La technique argumentative est toujours la même, une ou plusieurs propositions hypothétiques ("il faut faire l'hypothèse", "il est probable", "c'est certain", "sûrement"), qui relatent des ouïe dire, des informations erronées, de véritables mensonges, des allégations jamais confirmées par des preuves, induisent des conclusions péremptoires. Même les absences font guise de preuve: le manque de références, dans le communiqué de revendication de l'attentat réalisé par les BR, en 1976, contre le procureur de Gênes Coco, à l'activité judiciaire que ce magistrat avait eu dans le passé en Sicile, devient un élément qui étaye l'existence de possibles contacts entre mafia et BR[15].

Sergio Flamigni, ex-sénateur à plusieurs reprises membre de la commission parlementaire sur l'affaire Moro, écrit, dans son dernier livre, *Convergenze parallele*[16], que l'attentat des BR contre le juge Coco "influa sur l'avancée électorale de la DC au scrutin du 20 juin suivant, et démontra comment il était possible et productif d'utiliser le terrorisme à des fins politiques". Or dans ces élections la DC atteignit un résultat identique à celui des quatre années précédentes, pendant que le PCI passa de 27,1 à 34,4 %. Selon Flamigni, cet attentat empêcha le PCI de dépasser la DC. Rappelant cet épisode, l'historien Giorgio Sabbatucci, in "Il golpe in agguato e il doppio Stato", *Miti e storia dell'Italia unita*[17], remarque, à juste titre, que l'idée de ce dépassement est ici perçue comme appartenant à l'ordre naturel des choses. Flamigni a dû sans doute songer au complot soviétique quand les troupes du pacte de Varsovie occupèrent Budapest en 1956 et Prague en 1968.

Enfin, pour ce qui concerne l'usage de la formule "stratégie de la tension", des doutes commencent à émerger. D'abord on remarque que le terme stratégie indique une capacité de combinaison de plusieurs opérations afin d'aboutir à un objectif. Cela présuppose un centre directionnel unifié, un lieu unique qui organise, prédispose, projette et dirige. De même qu'est nécessaire une homogénéité d'intentions et d'objectifs: "chercher un pareil modèle dans les épisodes italiens qui ont suivi 1968 – écrit Franco Ferraresi dans un essai sur l'attentat de la piazza Fontana – serait absurde et dangereusement proche d'une théorie du complot. Le nombre d'acteurs et de structures impliqués fut trop grand, leur autonomie et différence trop marquées, le déroulement des événements trop désordonné pour que l'on puisse penser à un seul et unique plan global".[18]

Giuseppe De Lutiis, l'historien attiré des services secrets italiens[19] explique, dans une table ronde parue dans la revue *Giano*[20], en mars 2001, qu'en 1967 les USA lancèrent "l'opération Chaos". Celle-ci avait été

initialement conçue pour activer un contrôle strict des campus universitaires pendant la guerre du Vietnam, de sorte que l'“on parla à l'époque d'une “Hoover University”, tellement les hommes du FBI avaient infiltré les universités, envoyés par leur chef qui justement s'appelait Edgar Hoover”. Plus tard *l'opération Chaos* accroîtra ses ambitions pour devenir, – toujours selon le téméraire De Lutiis – un véritable plan de “contrôle et manipulation des jeunes des pays européens, France et Italie en premier lieu”. A tel point que “durant le Mai 68 français, on ne peut pas exclure qu'il y a eu une action anti-française et anti-De Gaulle de la part des USA”. Pour conclure, la “contestation” ne fut rien d'autre qu'une action de déstabilisation américaine. Le pauvre général n'avait rien compris ou fut mal renseigné quand il lança le mot de “juif allemand” contre Daniel Cohn-Bendit.

La réversibilité du complot

Depuis les années 70, la rétrologie italienne a pu se reproduire grâce à l'intégration partielle des démentis successifs et à la réadaptation continuelle de ses explications, tout en préservant sa logique. Aujourd'hui personne n'a le courage, les arguments ayant disparu depuis longtemps, de soulever des doutes sur la nature sociale de la lutte armée. Les hommes et les femmes du commando qui neutralisèrent l'escorte et enlevèrent Moro ont été identifiés et condamnés. Il n'y avait pas “d'étrangers qui parlaient allemands”, ni des agents spéciaux des services occidentaux, ni même des camorristes: c'étaient des ouvriers FIAT, des techniciens d'usine, des chômeurs, des étudiants.

Alors la culture du complot change de signe, s'adapte à l'air du temps. Elle est moins anti-américaine et un peu plus anti-soviétique, mais surtout l'époque néo-libérale a fait apparaître un paradigme classiste. Les BR étaient composées d'ouvriers et non pas d'agents atlantistes. Mais cela ne suffit pas, comment aurait-il été possible que de la main d'œuvre d'officine puisse avoir la capacité d'élaborer une telle stratégie, faire des analyses, rédiger des documents, prendre Aldo Moro? Les tenants du complot suggèrent désormais qu'il y a eu indubitablement un contact avec des milieux intellectuels, issus d'autres classes sociales, notamment des personnages de la grande bourgeoisie, capables d'agir dans l'échiquier géopolitique. Le sénateur Giovanni Pellegrino a avancé ce scénario dans son livre, *Il segreto di Stato* (Einaudi, octobre 2000). Dans cet ouvrage, il revient sur ses précédentes positions qui avaient inspiré une large production éditoriale. Ce revirement a suscité des vastes polémiques dans le sein de son parti, les DS. Sa commission a d'ailleurs renoncé à proposer une relation finale. En effet, la théorie du complot est à bout de souffle, une fois les enjeux géopolitiques disparus et les DS arrivées au gouvernement. L'impossibilité de son utilisation politique est désormais évidente depuis que: d'une part, les objectifs politiques tant décriés du plan *Rinascita nazionale* attribué à la P2 (une substantielle verticalisation du système politico-institutionnel, à travers l'introduction du présidentielisme, du scrutin majoritaire, etc.), ont été en partie intégrés au système institutionnel et appartiennent désormais à la culture de la majorité des forces politiques toute tendance confondue; de l'autre, un chef de gouvernement DS a conduit l'Italie dans une guerre de l'OTAN et reconnu le statut de quatrième force armée aux corps des carabinieri, considéré dans le passé comme le fief de toutes les trames de l'histoire italienne.

C'est pour cela, peut-être, que la gauche, en allant contre son passé^[21], une fois percé le mystère du pouvoir s'est trouvée contrainte, avec le gouvernement D'Alema, de prolonger, de 30 à 50 ans, le secret d'Etat. Unique possibilité de conserver le seul secret – comme le disait Nietzsche – qu'il n'y a pas de secrets.

1 Cf. Norberto Bobbio, *La democrazia e il potere invisibile*, in “Rivista italiana di scienza politica”, agosto 1980; *Il futuro della democrazia*, Einaudi, Turin 1994; *La Stampa* del 13 novembre 1990, et *La Repubblica malata*, in “Nuova Antologia”, gennaio-marzo 1991, n. 2177, année 126, Le Monnier, Firenze, pp. 70-75.

2 Cf. Toujours *Il futuro della democrazia*, op. cit., Norberto Bobbio est le premier à introduire en Italie cette notion citant le travail de Alan Wolfe, *The Limits of Legitimacy. Political Contradictions of Contemporary Capitalism*, The Free Press, New York 1977. Plus tard Franco De Felice, in “Doppia lealtà e doppio Stato” (Double loyauté et double Etat), *Studi Storici*, n. 3, 1989, pp. 493-563, s'efforcera de reprendre ce concept sans arriver à le démarquer de sa faible connotation théorique depuis sa première formulation avancée par Ernest Fraenkel, in *Il Doppio Stato. Contributi alla teoria della dittatura* (1942), Einaudi, Turin 1983.

3 Un exemple éclairant de ce modèle d'anti-histoire est le volume des annales Einaudi sur l'histoire d'Italie entièrement dédié à la criminalité. Cf. *Storia d'Italia* (sous la direction de Luciano Violante), Annali 12, Einaudi, 1997.

4 Ancien responsable de la section “problèmes de l'Etat” de l'ex PCI, puis responsable de son groupe

parlementaire une fois le PCI devenu PDS, plus tard président de la commission parlementaire contre la mafia. Il visait la place de président de la république mais il a dû y renoncer car son profil d'inquisiteur l'a rendu très peu rassurant et mal-aimé non seulement face à ses ennemis.

5 Cf. Luciano Violante, "Introduction" à Sergio Flamigni, *La Tela del ragno. Il delitto Moro*, Edizioni Associate, Rome 1998, p. 7.

6 Le 1er mai 1947, à Portella delle Ginestre, dans la campagne sicilienne non loin de Palerme, des paysans et des ouvriers agricoles communistes s'étaient réunis pour la fête du travail. Onze personnes furent tuées et soixante-cinq blessées, fauchées par les mitrailleuses de Salvatore Giuliano et de ses hommes, embusquées au sommet d'une colline. Ils agissaient pour le compte de la mafia.

7 Nous rappelons le refus de l'historien Henry Rousso de comparaître lors du procès Papon; la table ronde parue dans Libération, véritable caricature de tribunal, qui opposa le couple Aubrac à un certain nombre d'historiens.

8 Cf. Giorgio Galli, *Il Partito armato. Gli anni di piombo in Italia, 1968-1969*. Op. cit. p. 370.

9 Le secrétaire général du PCI, Enrico Berlinguer, avait déclaré dans une entrevue: "Je veux que l'Italie ne sorte pas du Pacte atlantique, et pas seulement parce que notre sortie bouleverserait l'équilibre international. Je me sens plus sûr étant de ce côté car il existe de sérieuses tentatives pour limiter notre autonomie", in G. P. Pansa, "Berlinguer conta "anche" nella NATO per mantenere l'autonomia da Mosca", *il Corriere della Sera*, 15 juin 1976.

10 Cf. Franco De Felice, "Doppia lealtà e doppio Stato", in *Studi Storici*, n. 3, 1989, pp. 543.

11 L'expression "Etat parallèle" est tirée du livre de P. Cucchiarelli et A. Giannulli, *Lo Stato parallelo: l'Italia oscura nei documenti e nelle relazioni della Commissione stragi*, Gamberetti, Rome 1997.

12 Cf. Nicola Tranfaglia in Franco Barbagallo (sous la direction), *Storia dell'Italia repubblicana. III: L'Italia nella crisi mondiale. L'ultimo ventennio*, Tomo 2, Istituzioni, politiche, culture, Einaudi, Tourin 1997, pp. 5-80.

13 Cf. L'ouvrage déjà cité de Giovanni Pellegrino, interviewé par Giovanni Fasanella et Claudio Sestieri, *Segreto di Stato. La verità da Gladio al caso Moro*, Einaudi Tourin 2000.

14 Cf. *la Repubblica* du 18 octobre 1997.

15 Cf. Nicola Tranfaglia, in "Un capitolo del "doppio Stato". La stagione delle stragi e dei terrorismi, 1969-84", op. cit. p. 58.

16 Sergio Flamigni, *Convergenze parallele*, Kaos edizioni, Rome 1998, p. 44.

17 Cf. Giorgio Sabbatucci, in "Il golpe in agguato e il doppio Stato", Aa. Vv., *Miti e storia dell'Italia unita*, il Mulino, Bologne 1999, p. 214.

18 Cf. Franco Ferraresi, "La strage di piazza Fontana", in *Storia d'Italia* (sous la direction de Luciano Violante), Annali 12, Einaudi, 1997, p. 629. Dans cet essai Ferraresi résume un chapitre de son livre, *Minacce alla democrazia. La destra radicale e la strategia della tensione in Italia e nel dopoguerra*, Feltrinelli, Milan 1995

19 Cf. Giuseppe De Lutiis, *Storia dei servizi segreti in Italia*, Editori Riuniti, Rome 1985.

20 Cf. Giano, Odradek, Rome mars 2001.

21 Cf. Fabrizio Clementi, Ido Musci, *Il segreto di Stato. Da caso Sifar alla "giustizi negata" di Ustica e Bologna. Profili giuridici e prospettive di riforma*, CSRS, supplément à *Democrazia e diritto*, editori riuniti 1990.